

Audience publique du 15 mai 2019

Recours formé par Monsieur ..., ...
en matière d'indemnité de chômage

JUGEMENT

Vu le recours inscrit sous le numéro 42040 du rôle et déposé le 30 novembre 2018 au greffe du tribunal administratif par Maître Christian BOCK, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à Luxembourg, demeurant à L-..., tendant, d'après le libellé de la requête introductive d'instance, à se voir relever de la déchéance de l'allocation des indemnités de chômage complet et d'autoriser pendant une durée de 182 jours de calendrier l'attribution par provision de l'indemnité de chômage complet en attendant la décision judiciaire définitive du litige concernant la régularité, respectivement l'irrégularité du licenciement prononcé à son égard par le comité exécutif de l'entreprise des postes et télécommunications, établissement public exerçant ses activités sous la dénomination POST Luxembourg, respectivement par le directeur général de POST Luxembourg, ..., du 23 août 2018, enrôlé auprès du tribunal administratif de Luxembourg en date du 30 octobre 2018 sous le numéro 41893 ;

Vu les exploits de l'huissier de justice Guy ENGEL, demeurant à Luxembourg, du 4 décembre 2018, portant signification de la requête en attribution provisoire de l'indemnité de chômage complet à l'établissement public POST Luxembourg, établi et ayant son siège social à L-2417 Luxembourg, 20, rue de Reims, ainsi qu'à Monsieur ..., directeur général de POST Luxembourg ;

Vu la constitution d'avocat à la Cour déposée au greffe du tribunal administratif en date du 13 décembre 2018 par Maître Marc THEWES, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom et pour le compte de POST Luxembourg et de Monsieur ... préqualifiés ;

Vu l'ordonnance du vice-président de la 3^e chambre du 24 janvier 2019 portant abréviation des délais impartis aux parties pour déposer leurs mémoires respectifs ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé le 18 février 2019 au greffe du tribunal administratif ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 18 février 2019 par Maître Marc THEWES au nom de POST Luxembourg, préqualifié ;

Vu le mémoire en réplique déposé le 12 mars 2019 par Maître Christian BOCK au nom de Monsieur ... au greffe du tribunal administratif ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif le 2 avril 2019 par Maître Marc THEWES au nom de POST Luxembourg, préqualifié ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Christian BOCK, Maître Ana-Lisa FRANCO FERRO, en remplacement de Maître Marc THEWES, et Madame le délégué du gouvernement Stéphanie LINSTER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 24 avril 2019.

Monsieur ... fut engagé, en tant qu'employé de l'Etat auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, ci-après désignée par « la POST », par contrat de travail à durée déterminée du 12 février 2009 pour la période du 1^{er} mars 2009 au 28 février 2010, son contrat ayant ensuite été modifié en un contrat de travail à durée déterminée.

Par courrier du 8 août 2018, la POST notifia à Monsieur ... son intention de résilier son contrat de travail.

Par décision du 23 août 2018, le comité exécutif de la POST a résilié le contrat de travail de Monsieur ... avec effet au 1^{er} septembre 2018 sur base des considérations suivantes :

« [...] Vu la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications ;

Vu la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat ;

Vu la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat, notamment ses articles 5, 7, 10 et 11;

Considérant que par courrier daté du 8 août 2018, POST Luxembourg a notifié son intention de résilier le contrat de travail de M. ..., employé de l'Etat,

Qu'il a enfreint les dispositions réglementaires en matière de pointages, en matière des horaires du roulement de service, et a présenté une mauvaise réactivité face aux attributions de service ;

Que ces infractions ont été confirmées par le rapport d'instruction disciplinaire menée par Monsieur ... de l'Inspection Centrale, sur demande en date du 8 juin 2018 du directeur de POST Technologies.

Que les faits énoncés dans le rapport de l'Inspection Centrale du 27 juillet 2018 sont prouvé et admis ;

Qu'entre la période de février à mai 2018, il a enfreint les règles sur les pointages de l'horaire mobile. Les heures non prestées et usurpées ont été chiffrées à 27 heures de travail.

Considérant les explications données par M. ... dans sa prise de position datée du 14 août 2018 se rapportant aux habitudes de pointages du service précédent ; Qu'en 2014, il est devenu collaborateur du Service Dépannages avec une fonction totalement différente de celle

au Service Installations Résidentielles et PME/PMI ; qu'avis pris auprès de sa hiérarchie, cela ne donne aucune explication logique des différences entre les pointages corrects et les pointages abusifs,

Qu'une mauvaise réactivité dans l'exercice de sa fonction au niveau des appels téléphoniques entrant des dépanneurs et des clients a été constatée, en faisant des pauses fréquentes et des absences du bureau pour des durées prolongées souvent liées à des appels téléphoniques privés; qu'il n'a guère fait preuve d'engagement et de motivation dans le cadre du partage de la charge de travail avec son collègue de travail;

Que suite aux premiers mécontentements exprimés et datant du 3^{ème} quadrimestre 2017, des améliorations temporaires ont pu être constatées, et ainsi qu'en date d'évaluation, sa hiérarchie était confiante de voir son attitude évoluer dans la bonne direction. Les mois suivants ont démontré le contraire;

Que le fait de lui avoir permis de travailler sur le site du ... de manière privilégiée notamment en raison de la proximité du domicile, avec parking garanti et gratuit, n'a en rien encouragé une volonté de coopérer de façon honnête et engagée;

Considérant que Monsieur ..., malgré ses excuses et son repentir, n'a pas présenté d'éléments supplémentaires susceptibles de surseoir à une décision de résiliation;

Faisant application des articles 5 et 10 de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat et 24 (2) de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications;

DECIDE:

Art. 1. Le contrat de travail de Monsieur ... (...), employé de l'Etat au sein de POST Luxembourg, est résilié avec effet au 1^{er} septembre 2018. [...] ».

Par courrier du même jour, le directeur de la POST a encore informé Monsieur ... de ce qui suit :

« [...] Par courrier daté du 8 août 2018, POST Luxembourg vous a notifié son intention de résilier votre contrat de travail.

Vous avez enfreint les dispositions réglementaires en matière de pointages, en matière des horaires du roulement de service, et vous avez présenté une mauvaise réactivité face aux attributions de service.

Ces infractions ont été confirmées par le rapport d'instruction disciplinaire menée par Monsieur ... de l'Inspection Centrale, sur demande en date du 8 juin 2018 du directeur de POST Technologies.

Les faits énoncés dans le rapport de l'Inspection Centrale du 27 juillet 2018 sont prouvés et admis.

Entre la période de février à mai 2018, vous avez enfreint les règles sur les pointages de l'horaire mobile. Les heures non prestées et usurpées ont été chiffrées à 27 heures de travail.

Votre prise de position datée du 14 août 2018 se rapportant aux habitudes de pointages du service précédent a été prise en considération. Votre argumentation sur le changement de fonction en 2014 ne donne aucune explication logique sur les différences entre les pointages corrects et les pointages abusifs.

Une mauvaise réactivité au niveau des appels téléphoniques entrant des dépanneurs et des clients a été constatée. En faisant des pauses fréquentes et des absences du bureau pour des durées prolongées souvent liées à des appels téléphoniques privés, vous n'avez guère fait preuve d'engagement et de motivation pour le partage de la charge de travail avec votre collègue de travail.

Suite aux premiers mécontentements exprimés et datant du 3^{ème} quadrimestre 2017, des améliorations temporaires ont pu être constatées. En date d'évaluation, votre hiérarchie était confiante de voir votre attitude évoluer dans la bonne direction. Les mois suivants ont démontré le contraire.

Le fait de vous avoir permis de travailler sur le site du ... de manière privilégiée notamment en raison de la proximité du domicile, avec parking garanti et gratuit, n'a en rien encouragé votre volonté de coopérer de façon honnête et engagée.

Malgré vos excuses et votre repentir, vous n'avez pas présenté d'éléments supplémentaires susceptibles de surseoir à une décision de résiliation.

En faisant application des articles 5 et 10 de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État et 24 (2) de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications, le Comex a décidé en date de ce jour que votre contrat de travail est résilié avec effet au 1^{er} septembre 2018. Vous êtes dispensé du service à partir d'aujourd'hui. [...] ».

Après s'être inscrit comme demandeur d'emploi auprès de l'Agence pour le développement de l'Emploi, ci-après désignée par « l'ADEM », le 27 août 2018, Monsieur ... y a introduit une demande d'octroi des indemnités de chômage complet le 7 septembre 2018, demande qui fut rejetée par une décision du directeur de l'ADEM du 25 octobre 2018 dans les termes suivants :

« [...] Vous vous êtes inscrit comme demandeur d'emploi à l'ADEM le 27 août 2018 et vous avez introduit votre demande d'octroi des indemnités de chômage complet en date du 7 septembre 2018.

L'analyse des documents que vous avez joints à votre demande a permis d'établir la situation suivante. Par courrier du 8 août 2018 et conformément à l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure administrative non-contentieuse, votre dernier employeur l'Entreprise des Postes et Télécommunications (Post Group Luxembourg) vous a invité de présenter vos observations concernant de multiples fautes graves vous reprochées. Par la suite, tenant compte de votre prise de position du 14 août 2018, ce même patron vous a notifié en date du 23 août 2018 sa décision d'appliquer les articles 5 et 10 de

la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat ainsi que l'article 24 (2) de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des Postes et Télécommunications. Ainsi, votre contrat de travail a été résilié avec effet au 1er septembre 2018.

Dans ces conditions, vous ne pouvez pas être considéré comme chômeur involontaire au sens de la loi et les dispositions des articles L.521-3. et L.521-4. du Code du Travail ne me permettent pas de réserver une suite favorable à votre demande du 7 septembre 2018. [...] ».

La demande en réexamen de la décision directoriale du 25 octobre 2018 fut déclarée non-fondée par une décision de la Commission spéciale de réexamen du 17 janvier 2019 sur base des motifs suivants :

« [...] Vu la décision de refus à l'octroi de l'Indemnité de chômage complet prise en date du 25 octobre 2018 par le directeur de l'Agence pour le développement de réemploi dans les formes prévues par la loi;

Vu la demande en réexamen de M. ..., matricule ..., dénommé(e) ci-après la partie requérante, introduite dans les formes et délais prévus par la loi par Me Christian BOCK ;

Vu les dispositions des articles L.521-3, L-521-4 et L.527-1 (2) du Code du Travail ;

Attendu que la partie requérante s'est inscrite comme demandeur d'emploi à l'ADEM en date du 27 août 2018 et y a introduit une demande d'octroi de l'indemnité de chômage complet en date du 07 septembre 2018 ;

Attend que le Directeur de l'Agence pour le développement de l'emploi a refusé la demande d'indemnisation au motif que la partie requérante a été licenciée avec effet au 01.09.2018 ;

Attendu que la partie requérante s'est inscrite comme demandeur d'emploi à l'ADEM en date du 27 août 2018 et y a introduit une demande d'octroi de l'indemnité de chômage complet en date du 07 septembre 2018 ;

Attendu que le directeur de l'ADEN a refusé la demande à l'octroi de l'indemnité de chômage complet au motif que la partie requérante ne peut pas être considérée comme chômeur involontaire aux termes des articles L.521-3 et L-521-4 du Code du Travail ;

Attendu que le mandataire de la partie requérante a introduit une demande en réexamen auprès de la Commission spéciale de réexamen en date du 22.11.2018 ;

Attendu que la partie requérante a été embauchée dans un premier temps auprès de l'entreprise des Postes et Télécommunications du 01.03.2009 au 28.02.2010 moyennant contrat à durée déterminée;

que la partie requérante a été embauchée depuis le 01.03.2010 auprès dudit employeur moyennant contrat à durée indéterminée; que l'employeur a pourtant décidé de résilier le contrat de travail avec effet au 01.09.2018;

que la Commission spéciale de réexamen constate que la partie requérante a été licenciée avec effet au 01.09.2018 au motif qu'elle n'a pas respecté les dispositions réglementaires en matière de pointages, des horaires de roulement de service et qu'elle a présenté une mauvaise réactivité face aux attributions de service;

qu'une instruction disciplinaire a été menée contre la partie requérante; que la partie requérante a obtenu un premier et dernier avertissement en date du 08.08.2018;

Attendu que la Commission spéciale de réexamen constate que l'article L.521-4. du Code du Travail dispose qu'aucune indemnité de chômage n'est due en cas de licenciement pour motif grave; qu'il ne rentre pas dans les compétences de la Commission spéciale de réexamen de se prononcer sur la légalité d'un licenciement; que la Commission ne peut déroger aux dispositions légales en vigueur; qu'elle estime que la décision prise par le directeur de l'Agence pour le développement de l'emploi est justifiée et à maintenir ;

que la partie requérante a introduit un recours en réformation, sinon en annulation, devant le Tribunal administratif contre la décision de licenciement du comité exécutif de l'Entreprise des Postes et Télécommunications du 23.08.2018 ;

que si le Tribunal administratif statue en faveur de la partie requérante, elle est invitée à informer dans meilleurs délais le service des prestations de chômage afin que le dernier puisse procéder au réexamen de la demande d'octroi de l'indemnité de chômage complet ;

PAR CES MOTIFS

- déclare, dans sa session du 17 janvier 2019, la demande en réexamen recevable quant à la forme,
- la rejette quant au fond, [...] ».

Par une requête déposé le 30 novembre 2018, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant, d'après le libellé de la requête introductive d'instance, à se voir relever de la déchéance de l'allocation des indemnités de chômage complet et à se voir autoriser pendant une durée de 182 jours de calendrier l'attribution par provision de l'indemnité de chômage complet en attendant la décision judiciaire définitive du litige concernant la régularité, respectivement l'irrégularité du licenciement prononcé à son égard par le comité exécutif, respectivement par le directeur de la POST du 23 août 2018, enrôlé auprès du tribunal administratif de Luxembourg en date du 30 octobre 2018 sous le numéro 41893.

Dans son mémoire en réponse, la partie étatique se rapporte à prudence de justice en ce qui concerne la compétence du tribunal administratif pour connaître du recours sous examen.

La POST, à travers son mémoire en réponse, conclut, tout d'abord, à titre principal à sa mise hors de cause, au motif que ses intérêts ne seraient pas affectés par l'issue du recours introduit par Monsieur A titre subsidiaire, elle soulève l'incompétence matérielle du tribunal de céans pour toiser le présent litige au regard de l'article L. 527-1. du Code du travail selon lequel les décisions du directeur de l'ADEM refusant l'octroi des indemnités de chômage devraient, dans un premier temps, être attaquées devant une commission spéciale instituée par le ministre ayant l'Emploi dans ses attributions, dont les décisions peuvent faire

l'objet d'un recours devant les juridictions sociales, et plus particulièrement le Conseil arbitral des Assurances sociales, et en appel le Conseil supérieur des Assurances sociales, dont les arrêts peuvent encore faire l'objet d'un pourvoi en cassation devant la Cour de cassation.

Dans son recours, Monsieur ..., sur base d'un jugement du tribunal administratif du 13 juillet 1998, inscrit sous le numéro 10697a du rôle, ainsi que des articles 61 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, ci-après désignée par « la loi du 7 novembre 1996 », et 10 de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat, ci-après désignée par « la loi du 25 mars 2015 », fait valoir que les juridictions administratives seraient compétentes pour le relever de la déchéance de l'allocation des indemnités de chômage complet et pour lui accorder l'attribution par provision de l'indemnité de chômage complet pendant une durée de six mois, dans la mesure où cette demande se rattacherait aux contestations résultant de la résiliation de son contrat d'emploi pour laquelle les juridictions administratives seraient également matériellement compétentes.

Monsieur ..., dans son mémoire en réplique, conclut au rejet de la demande de la POST à se voir mettre hors de cause dans le présent litige, au motif, d'une part, que dans le cadre des recours en relevé de déchéance de toucher les indemnités de chômage introduits par les salariés devant le président du tribunal du travail compétent, l'employeur serait également partie auxdits litiges, de sorte que cela devrait, « *dans un but d'égalité des formes* », également être le cas pour les employés de l'Etat sollicitant l'octroi des indemnités de chômage en cas de résiliation pour motifs graves de leur contrat d'emploi, et, d'autre part, que la POST, en cas d'annulation de la décision de résiliation du contrat d'emploi, devrait rembourser les indemnités de chômage.

Quant au moyen tiré de l'incompétence matérielle du tribunal administratif, tel que soulevé par la POST, Monsieur ... soutient encore, dans son mémoire en réplique, que le présent litige n'aurait pas trait au refus d'une demande de chômage, mais porterait sur l'attribution provisoire du chômage. Il se prévaut encore de trois jugements du tribunal administratif du 13 juillet 1998, du 20 janvier 1999, ainsi que du 11 mai 1999, inscrit sous le numéro 10697a, 11072, respectivement 11230 du rôle, ayant retenu sa compétence pour déclarer les demandes en relevé de la déchéance de l'allocation des indemnités de chômage complet fondé et ayant autorisé l'attribution par provision de l'indemnité de chômage pour une certaine durée. Il fait finalement valoir que s'il avait été un salarié licencié pour motifs graves, il aurait pu faire exactement la même demande devant le président du tribunal du travail compétent, sans que la POST ne s'y opposerait en s'appuyant sur l'article L. 527-1 du Code du travail.

Dans son mémoire en duplique, la POST maintient tant sa demande d'être mise hors de cause que son moyen d'incompétence *rationae materiae* du tribunal administratif. En ce qui concerne plus particulièrement le moyen d'incompétence, elle fait valoir que la jurisprudence invoquée par Monsieur ... serait ancienne et n'aurait reçu que deux applications. Par ailleurs, l'argumentation de Monsieur ... consistant à vouloir transposer le mécanisme prévu par l'article L.521-4. (2) du Code du travail pour les salariés licenciés pour faute grave souhaitant se voir octroyer l'indemnité de chômage, au contentieux administratif ne serait pas fondée, dans la mesure où les employés de l'Etat seraient soumis à une législation spéciale, en l'occurrence la loi du 25 mars 2015, et que leur contrat d'emploi ne ferait pas l'objet de licenciements, mais de résiliations. Ainsi, Monsieur ... ne pourrait pas se

fonder sur l'article L. 521-4. du Code du travail pour « *solliciter, par analogie, la création ex nihilo d'une compétence par le Tribunal administratif. [...]* ». La POST rajoute encore que l'article 2 de la loi du 7 novembre 1996 ne pourrait pas non plus fonder la compétence des juridictions administratives en l'espèce, dans la mesure où la pierre angulaire du litige se trouverait dans la décision directoriale du 25 octobre 2018 refusant l'octroi des indemnités de chômage pour laquelle l'article L. 527-1. du Code du travail organiserait un mécanisme complet de recours devant les juridictions sociales.

Le tribunal est amené à vérifier sa propre compétence d'attribution, laquelle répond à des règles d'organisation juridictionnelle d'ordre public¹, avant d'analyser, le cas échéant, la demande de la POST d'être mise hors de cause, voire le fond.

Il échet, tout d'abord, de constater, à l'instar de la POST, que le présent litige ne tombe pas dans le champ d'application de l'article L. 521-4. (2) du Code du travail, aux termes duquel « *Dans les cas d'un licenciement pour motif grave, d'une démission motivée par un acte de harcèlement sexuel ou par des motifs graves procédant du fait ou de la faute de l'employeur, le demandeur d'emploi peut, par voie de simple requête, demander au président de la juridiction du travail compétente d'autoriser l'attribution par provision de l'indemnité de chômage complet en attendant la décision judiciaire définitive du litige concernant la régularité ou le bien-fondé de son licenciement ou de sa démission.* », dans la mesure où le prédit article concerne exclusivement des salariés et non pas des employés de l'Etat dont la terminaison du contrat d'emploi ne constitue pas un licenciement, mais une résiliation au sens de l'article 5 de la loi du 25 mars 2015, étant encore précisé qu'un licenciement pour motif grave est un licenciement sans préavis, conformément à l'article L. 124-10. du Code du travail, ce qui n'a pas été le cas pour Monsieur ... dont la résiliation du contrat d'emploi a été prononcée par une décision du comité exécutif de la POST du 23 août 2018 avec effet au 1^{er} septembre 2018. Il y a encore lieu de relever que procéder à une application, par analogie, des dispositions de l'article L.521-4. du Code du travail aux fonctionnaires, respectivement employés publics aux contrats desquels il est mis fin pour des motifs graves ne donne guère de sens, dans la mesure où ledit article emporterait ainsi également, dans le chef de l'employeur, en l'occurrence une entité publique, l'obligation de devoir rembourser les indemnités de chômage au cas où la terminaison du contrat serait réformée.

Il s'ensuit que L. 521-4. (2) du Code du travail n'emporte pas la compétence *rationae materiae* du tribunal administratif pour statuer sur le recours sous examen.

Cette conclusion n'est pas remise en cause par les jugements, précités, du tribunal administratif invoqués par le requérant, étant donné que, tel que relevé à juste titre par la POST, qu'il s'agit d'une jurisprudence ancienne, isolée, et, pour le surplus, fondée sur la législation antérieurement applicable en matière de chômage.

La compétence du tribunal administratif pour statuer sur la demande de Monsieur ... de se voir relever de la déchéance d'obtenir, par provision, les indemnités de chômage pour une durée de six mois, véhiculée à travers la requête introductive d'instance, ne saurait pas non plus trouver son fondement dans l'article 2 de la loi du 7 novembre 1996 aux termes duquel « *le tribunal administratif statue sur les recours dirigés pour incompétence, excès et*

¹ Trib. adm. 28 mai 2001, n° 12802 du rôle, Pas. adm. 2018, V° Compétence, n° 39 et les autres références y citées.

détournement de pouvoir, violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés, contre toutes les décisions administratives à l'égard desquelles aucun autre recours n'est admissible d'après les lois et règlements », étant donné que ledit article limite l'ouverture d'un recours devant les juridictions administratives notamment aux conditions cumulatives de l'existence d'un acte litigieux qui doit constituer une décision administrative, c'est-à-dire émaner d'une autorité administrative légalement habilitée à prendre des décisions unilatérales obligatoires pour les administrés et qu'il doit s'agir d'une véritable décision, affectant les droits et intérêts de la personne qui la conteste². Or le recours sous examen ne prend pas appui sur une quelconque décision administrative.

A supposer que le recours sous examen vise la décision directoriale du 25 octobre 2018 refusant l'octroi des indemnités de chômage à Monsieur ... sur le fondement des articles L.521-3. et L. 521-4. du Code du travail, le tribunal administratif demeure toujours incompétent *rationae materiae*, sa compétence ne pouvant pas non plus résulter de l'article 2 de la loi du 7 novembre 1996.

Il échet en effet de relever que l'article L. 527-1. (2) du Code du travail institue en premier lieu un recours devant la commission spéciale de réexamen contre les décisions de refus ou de retrait prises par le directeur de l'ADEM en matière d'indemnité de chômage complet, ledit article disposant, dans son paragraphe (1), que « (1) *Les décisions portant attribution, maintien, reprise, prorogation, refus ou retrait de l'indemnité de chômage, suspension de la gestion du dossier et retardement du début de l'indemnisation, ainsi que les décisions ordonnant le remboursement des indemnités sont prises par le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»² ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet. [...]* ». Il ressort, à ce sujet, des documents soumis au tribunal par le requérant que ce dernier avait saisi la commission spéciale de réexamen, laquelle a pris sa décision négative le 17 janvier 2019. Dans ses paragraphes (3) et (4), l'article L.527-1. du Code du travail attribue la compétence pour connaître des décisions de la commission spéciale en matière de refus d'octroi des indemnités de chômage aux juridictions sociales dans les termes suivants :

« (3) Contre les décisions prises par la commission spéciale un recours est ouvert au requérant débouté et au ministre ayant l'Emploi et le Travail dans ses attributions. Ce recours est porté devant le Conseil arbitral des assurances sociales; il n'a pas d'effet suspensif.

Le recours doit être formé, sous peine de forclusion, dans un délai de quarante jours à dater de la notification de la décision attaquée; sont applicables les règles de procédure à suivre devant le Conseil arbitral des assurances sociales.

(4) L'appel contre les décisions du Conseil arbitral est porté devant le Conseil supérieur des assurances sociales selon les règles tracées par les lois et règlements en vigueur pour le contentieux en matière d'accidents de travail; il n'a pas d'effet suspensif. ».

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le tribunal administratif doit se déclarer incompétent *ratione materiae* pour analyser le recours introduit, étant donné

² Trib. adm. 6 octobre 2004, n° 16533 du rôle, Pas. adm. 2018, V° Acte administratif, n° 1 et les autres références y citées.

qu'en la présente matière un recours spécial devant une autre instance est prévu par une disposition légale.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

se déclare incompétent *rationae materiae* pour connaître du recours introduit par Monsieur ... tendant, d'après le libellé de la requête introductive d'instance, à se voir relever de la déchéance de l'allocation des indemnités de chômage complet et à autoriser pendant une durée de 182 jours de calendrier l'attribution par provision de l'indemnité de chômage complet à ce dernier en attendant la décision judiciaire définitive du litige concernant la régularité, respectivement l'irrégularité du licenciement prononcé à son égard par le comité exécutif de la POST, respectivement par le directeur général de la POST en date du 23 août 2018, enrôlé auprès du tribunal administratif de Luxembourg en date du 30 octobre 2018 sous le numéro 41893 ;

condamne Monsieur ... aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 15 mai 2019 par :

Thessy Kuborn, vice-président,
Paul Nourissier, premier juge,
Stéphanie Lommel, juge,

en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Thessy Kuborn

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 15 mai 2019
Le greffier du tribunal administratif